



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
**Solidarité avec les paysan·nes en lutte**  
**Non à l'accord Union européenne-MERCOSUR ! Non à l'abattage injuste des**  
**troupeaux en France !**

*Genève, 9 janvier 2026*

Le CETIM exprime sa ferme solidarité avec les paysan·nes mobilisé·es en Europe contre l'accord Union européenne-MERCOSUR. Le vendredi 9 janvier 2026, l'accord en question a été adopté formellement par une majorité des pays de l'Union européenne, et cela malgré l'opposition massive des paysan·nes, de la société civile et de nombreux acteurs sociaux et académiques.

Nous rappelons que ce traité, réclamé notamment par les milieux d'affaires transnationaux, prévoit de créer une zone de libre-échange entre les deux régions. En libéralisant les barrières commerciales (suppression de droits de douane notamment), l'accord favorisera les exportations de marchandises européennes (voitures, produits chimiques, vins, fromages, etc.), facilitant en contrepartie l'importation en Europe de nombreuses denrées alimentaires d'Amérique du Sud (soja, sucre, viande, etc.).

Cet accord accentuerait la mise en concurrence déloyale entre agrobusiness, paysans et autres petits producteurs d'aliments. Une concurrence, faut-il le rappeler, fondée sur le dumping social, environnemental et sanitaire. Il porterait un coup à la paysannerie européenne comme à celle d'Amérique du Sud, en renforçant un système agro-industriel au service des sociétés transnationales et du grand capital financier. Une attaque directe contre la souveraineté alimentaire des peuples.

Le fait que le Conseil européen envisage de faire appliquer cet accord sans ratification par le Parlement européen démontre de manière flagrante le caractère profondément antidémocratique de ce processus. Une telle manœuvre constitue un déni de démocratie et une confiscation du débat public sur des choix engageant l'avenir des peuples.

Le CETIM exprime sa solidarité avec ses partenaires de la Confédération paysanne, organisation membre de La Via Campesina en France, engagés dans une lutte existentielle. En effet, alors que la colère de la paysannerie s'amplifie contre les mesures de libre-échange prédatrices, l'absence de réponses concrètes du gouvernement français aux revendications portées par la Confédération paysanne en matière sanitaire est inacceptable. La poursuite de la politique d'abattage injuste des troupeaux touchés par la DNC<sup>1</sup>, sans accès généralisé à la vaccination, constitue une violence sociale, économique et humaine pour les éleveur·euses concerné·es. Cette gestion autoritaire et

---

<sup>1</sup> DNA - Dermatozose nodulaire contagieuse. Il s'agit d'une maladie virale bovine, hautement contagieuse, qui touche principalement les bovins. La DNC est classée comme maladie réglementée. Les autorités sanitaires ont souvent recours à des mesures de lutte drastiques, dont l'abattage total des troupeaux dès qu'un cas est détecté, des restrictions de mouvements, le tout sans recours systématique à la vaccination, pourtant disponible.

productiviste des crises sanitaires sacrifie une nouvelle fois les paysan·nes au profit de l'agrobusiness.

À ce propos, le CETIM dénonce également avec force la répression exercée contre le mouvement paysan. L'arrestation de deux porte-paroles de la Confédération paysanne France lors des mobilisations du vendredi 9 janvier 2026 est une atteinte grave aux libertés syndicales, au droit d'association et au droit de manifester (les deux personnes ont depuis été libérées).

Nous saluons la détermination de toutes les organisations et communautés paysannes en lutte. Nous soutenons l'appel à amplifier les mobilisations, en France et en Europe, pour exiger :

- la fin immédiate de l'abattage injuste des troupeaux et l'accès universel à la vaccination ;
- la cessation de toute forme de criminalisation des luttes paysannes ;
- le rejet de l'accord Union européenne-MERCOSUR par les parlements nationaux ;
- une véritable régulation des marchés agricoles, une rémunération digne et la reconnaissance du sens du métier paysan, conformément à la Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales.

La lutte pour l'agriculture paysanne est une lutte pour la justice sociale, la dignité et le droit des peuples à décider de leurs systèmes agricoles et alimentaires. Le CETIM restera pleinement engagé aux côtés de celles et ceux qui résistent à l'agrobusiness et au libre-échange destructeur.

**Solidarité avec la Confédération paysanne-France et avec les paysan·nes en lutte pour la souveraineté alimentaire en Europe et dans le monde !**

**Contact:** Raffaele Morgantini, Représentant du CETIM auprès de l'ONU, [raffaele@cetim.ch](mailto:raffaele@cetim.ch)

Lire ici le [communiqué de Coordination Européenne de La Via Campesina](#)